

ALLÈGEMENT DES DOSSIERS ET DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

Une mesure toujours méconnue

Entré en vigueur depuis quelques jours, le décret exécutif dispensant le citoyen de la présentation des documents d'état civil, contenus dans le Registre national automatisé de l'état civil, reste méconnu par les concernés. Dans les services de l'état civil des communes, l'affluence est toujours la même.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) -
L'allègement des dossiers et des procédures administratives ne se fait pas du tout ressentir. Dans les services de l'état civil des communes, l'ambiance est toujours la même. Tous les guichets sont pris d'assaut. Même ceux réservés uniquement pour le retrait des extraits de naissance, de mariage et de décès ne désemplissent pas. Des documents pourtant concernés par le décret et dont sont dispensés les élèves, les étudiants et les stagiaires dès la prochaine rentrée scolaire et sociale.

Dans le vaste hall du service de l'état civil de l'APC de Sidi M'hamed, Amirouche vient de quitter l'un des guichets et se dirige vers un autre guichet, réservé uniquement pour la légalisation de papiers administratifs. «C'est pour un dossier de travail», dit-il, en exhibant une pile de documents.

Comme nombre d'Algériens, ce père de famille ignore l'existence de tout allègement des dossiers et des procédures administratives. «C'est vrai ?», s'interroge-t-il tout étonné. «Cela me permettra d'éviter les longues files d'attente de fin août et début septembre pour établir les extraits de naissance de mes deux enfants scolarisés», ajoute-t-il.

Plus loin et tout près des tables hautes destinées pour remplir debout les documents, deux jeunes hommes discutent bruyamment. L'un d'entre eux semble contrarié. Tenant dans sa main une liasse de documents, il explique à son ami. «J'ai fait tous les documents nécessaires pour refaire ma carte d'identité que j'ai égarée mais il me manque l'extrait de décès de mon grand-père pour le certificat de nationalité. La guichetière ne l'a pas trouvé dans le sys-



Et c'est la ruée sur les guichets.

tème informatique et je suis obligé d'aller jusqu'à Tiaret pour me le procurer», dit-il.

Son ami tente de le calmer. «Essaye de chercher chez toi à la maison, peut-être que tu trouveras un ancien extrait de décès de ton grand-père», lui conseille-t-il.

Visiblement pas convaincu par la suggestion de son ami, il reprend : «Je ne comprends pas cette administration. Comment le

document de mon grand-père ne figure pas dans leur système. Et dire qu'ils parlent d'allègement des documents.»

Se rappelant qu'il a raté toute une journée de travail sans qu'il ne puisse régler son problème, le jeune homme peste : «Comment vais-je faire maintenant pour aller chercher ce document à Tiaret ?»

Même affluence à l'APC d'Alger-Centre. C'est la ruée sur

les guichets. La quarantaine, une dame «butine» d'un guichet à un autre. «Je profite du moment que tout le monde soit en vacances pour préparer les documents administratifs nécessaires pour la rentrée scolaire de mes trois enfants. Début septembre, on ne pourra même pas se frayer un chemin dans ce service», dit-elle, toute fière de son anticipation, ignorant l'existence de l'allègement des dossiers administratifs.

Pourtant, les wilayas, daïras, communes, ministères et administrations publiques sont tenus à ne plus exiger du citoyen la présentation de documents d'état civil, tels que les extraits d'acte de naissance, de mariage et de décès. Toutes ces institutions accèdent facilement aux données contenues dans le Registre national automatisé de l'état civil du ministère de l'Intérieur. Une connexion assurée dans une première phase, aux ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Education nationale et de l'Enseignement et de la Formation professionnels.

Ry. N.

INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE DANS LA CAPITALE

Plus de trois mille permis de conduire retirés en juillet dernier

Les services de la sécurité publique, relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont procédé au retrait de 3 077 permis de conduire durant le mois de juillet dernier. C'est ce qu'a indiqué un bilan de la Sûreté d'Alger qui a relevé aussi l'enregistrement de 9 710 infractions au code de la route durant la même période.

Le code de la route fait toujours défaut. Son respect, par un grand nombre de conducteurs, relève visiblement de l'impossible. Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, dans le bilan mensuel du mois de juillet, ont enregistré 76 accidents de la circulation ayant entraîné 75 blessés et 5 cas de décès dont la cause principale demeure le non-respect du code de la route.

Par ailleurs, relèvent les mêmes services et dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger a traité pour la même période 2 615 affaires, ayant entraîné l'arrestation de 3 118 présumés auteurs qui furent déférés devant les instances judiciaires compétentes, dont 951 pour détention et usage de stupéfiants ou substances psychotropes, 250 pour port d'armes prohibées, et 4 817 pour divers délits.

Parmi les affaires traitées, précise-t-on, 355 affaires relatives aux atteintes aux biens, 839 affaires ayant trait aux atteintes aux personnes.

Quant aux délits contre la famille et aux bonnes mœurs, les services de la police judiciaire ont traité 30 délits, ainsi que le traitement de 502 délits relatifs à la chose publique, et 66 délits à caractère économique et financier.

Concernant le port d'armes prohibées, ces mêmes services ont traité 233 affaires, impliquant 250 personnes présentées devant les instances judiciaires, dont 160 personnes ont été placées sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les

stupéfiants, 823 affaires impliquant 951 personnes ont été traitées, ce qui s'est soldé par la saisie de 2 kilos de résine de cannabis, 14,34 g d'héroïne, ainsi que 1 552 comprimés psychotropes.

Concernant les activités de la police générale, les forces de police ont mené 162

opérations de contrôle de professions réglementées, ayant entraîné l'exécution de 28 arrêtés de fermeture ordonnés par les autorités compétentes.

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, qui ont aussi mené 180 opérations de maintien de l'ordre et 1917 interventions

diverses, font appel «au civisme de tout un chacun pour dénoncer les contrevenants aux lois de la République, en se présentant aux services de police ou en composant le numéro de téléphone 17 de Police Secours ou le numéro Vert 15 48».

S. A.

FRUITS ET LÉGUMES

Les marchés «désertés»

Les marchés de fruits et légumes sont de plus en plus désertés. Faute de clients, les marchandises restent entassées sur les étals en ce mois d'août, période des vacances.

C'est les vacances. La plupart des Algériens passent leurs journées sur les plages et n'ont pas généralement le temps de faire le marché. Finis les longues préparations de tajines et autres plats chauds. Les repas se limitent aux sandwiches et aux salades. Ce qui explique des marchés de plus en plus désertés. C'est justement le cas du marché T'nache à Belouizdad où la provende est disponible mais point de clients. Ses étroites allées sont presque vides. Quelques passants déambulent.

«En ce mois d'août, la vente a beaucoup baissé», dira un jeune vendeur. Une diminution qu'il

impute aux congés. «Tout le monde est parti en vacances, ce qui fait que les ventes ne sont plus comme avant», explique-t-il.

Toujours est-il, les prix demeurent plus ou moins élevés. Les prix affichés en témoignent. Sur les étals, la tomate est proposée à 50 DA. La courgette, la carotte, l'aubergine et le chou fleur sont vendus à 60 DA le kilogramme. Le concombre et le poivron se sont alignés sur le prix de 80 DA et le navet et la laitue sur celui de 140 DA. Le piment ne descend pas à moins de 100 DA et l'haricot affiche 120 DA le kilo.

Tant prisée pour les fritures, la pomme de terre a revu son prix à la hausse pour atteindre



Les prix demeurent plus ou moins élevés.

60 DA. «Elle provient de Oued Souf, elle est de meilleure qualité que celle de Aïn Bessem», argue un marchand de légumes. Habituee du vieux marché, Yamina, hésite plusieurs fois devant un étal de légumes avant de commander un kilo de tomate et un autre d'aubergines. «C'est cher, même trop cher mais il faut bien qu'on mange. Quant à la viande, elle reste inaccessible. Si on arrive à s'acheter des œufs, c'est déjà cela», dit-elle.

Avec une pension de deux mille dinars, cette retraitée peine à joindre les deux bouts. «Ça suffit même pas pour payer les

factures», souligne-t-elle. Mère de deux enfants, Yamina compte beaucoup sur l'aide de son fils aîné. «Lui aussi est père de famille et son salaire n'est pas vraiment fameux mais on essaye de faire avec», dit-elle encore.

Même tendance côté fruits. Les marchandises ont gardé leurs prix élevés. Pourtant, les clients se font rares. La poire est cédée à 100 DA le kilo, la pêche à 130 DA, la nectarine à 200 DA et la banane à 160 DA. Le melon est proposé à 80 DA et le prix du raisin oscille entre 80 et 100 DA.

Ry. N.

Tomate 50 DA
Carotte 60 DA
Navet 140 DA
Courgette 60 DA
Concombre 80 DA
Haricot 120 DA
Poivron 80 DA

Aubergine 60 DA
Piment 100 DA
Pomme de terre 60 DA
Chou fleur 60 DA
Laitue 140 DA
Oignon 60 DA

Banane 160 DA
Raisins entre 80 et 100 DA
Poire 100 DA
Pêche 130 DA
Nectarine 200 DA
Melon 80 DA